Questionnaire en vue de l'occupation du domaine public pendant la période estivale

La Commune des Deux Alpes souhaite favoriser la reprise économique des commerces de la station en permettant l'extension des commerces et de leur terrasse sur les trottoirs à compter du 6 juin et jusqu'au 30 septembre 2020.

Ce dispositif permettra de favoriser la distanciation physique de la clientèle. En contrepartie, des stationnements seront neutralisés au droit des terrasses, afin de permettre un cheminement sécurisé des piétons.

Le présent questionnaire a pour objet de recenser les commerçants intéressés et les conditions de leur occupation, afin de faciliter l'aménagement de la voirie par les Services techniques municipaux (marquage au sol, barriérage, éléments de protection et d'embellissement...).

L'ensemble des commerces est concerné : bars, restaurants, hôtels-restaurants, mais aussi magasins de sport, boutiques, services... L'ensemble des voies est également concerné : l'avenue de la Muzelle, mais aussi les rues adjacentes, ou encore le village 1800.

Cette occupation estivale fera l'objet d'un arrêté municipal d'autorisation : elle sera gratuite, la Commune souhaitant aider de cette façon les commerçants.

En contrepartie, la Commune demande que l'extension soit réalisée de façon qualitative, pour la bonne image de la station et conformément à la marque 2 Alpes. Ainsi les enseignes, pré-enseignes et oriflammes ne seront pas autorisées sur l'extension des terrasses.

Retour du questionnaire demandé pour le 25 mai 2020 à pm@mairie2alpes.fr

Nom du commerce : _____

Propriétaire/Gérant(e) : _____

Numéro de téléphone et adresse mail à contacter : _____

Nombre de m2 d'extension souhaités sur le trottoir : _____

Nombre de m2 d'extension souhaités sur la voirie (*) : _____

Date de début d'installation : _____

Date de fin d'installation : _____

Description sommaire de l'installation (**): _____

Montage et démontage quotidien (OUI/NON) (***) : _____

Demande de barriérage (OUI/NON) (****) : _____

Avec mes remerciements,

Le Maire,

Stéphane SAUVEBOIS

(*) extension envisageable sur la voirie en cas d'impossibilité d'installation sur le trottoir.

(**) en cas de fixation ancrée sur le domaine public, la remise en état est à la charge du commerçant en fin de saison.

(***) en cas de démontage quotidien, le balayage du trottoir sera assuré par la commune ; dans le cas contraire, le balayage est à la charge du commerçant.

(****) sous réserve de disponibilité. Udio. Simus, eum ipidus que veliqua tionsequis audant late que platis as ipiderc hilluptatem et audiae. Itae res atiu rem velluptaes dolupitium fuga. Aquiland ipientusam quid